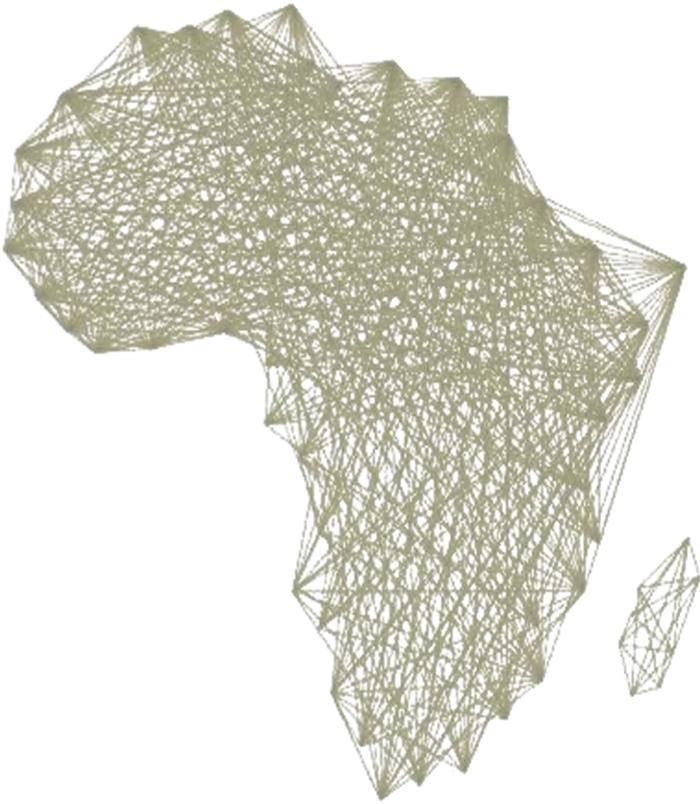




CAERT

Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme



RAPPORT SEMESTRIEL. ANALYSE DE LA TENDANCE DE LA MENACE TERRORISTE EN AFRIQUE

JANVIER-JUIN 2022

SOMMAIRE

Situation générale : La période allant du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 a enregistré 699 attaques terroristes ont fait 5 412 morts en Afrique. En termes de tendance mensuelle, le mois de mars a enregistré le plus grand nombre d'attaques 21%, suivi de juin 19%. De même, en termes de décès, mars a enregistré 24 % du total des décès, tandis que juin a enregistré 20 % des décès pour la période considérée. Comparativement au premier semestre 2021, le premier semestre 2022 a connu une baisse plutôt marginale du nombre d'attentats terroristes, mais une forte augmentation du nombre total de morts. Le premier semestre de 2021 a enregistré 950 attaques qui ont causé 3 883 morts, tandis que le premier semestre de 2022 a enregistré 699 attaques qui ont entraîné un total de 5 412 morts. Comparant les deux premiers semestres de 2021 et de 2022, il y a eu une baisse marginale de 26 % des attaques terroristes, mais une forte augmentation de 39 % du nombre de morts, démontrant la nature brutale des attentats au cours de la période.

Les pays les plus touchés. Les cinq pays les plus touchés par les attentats terroristes au cours de la période étaient : le Nigeria, le Mozambique, la RDC, le Burkina Faso et le Mali (par ordre décroissant).

Cibles d'attaques terroristes. Alors que 433 des 699 attaques terroristes ont été lancées contre des civils, 235 ont visé les forces de défense et de sécurité, 19 attaques visaient des organisations internationales et 10 attaques visaient des institutions et fonctionnaires gouvernementaux. Les attaques d'Ansaroul Islam, Boko Haram, ADF/ISCAP, ASWJ et EIGS visaient principalement des civils, tandis qu'Al-Shabaab, GSIM, ISWAP et d'autres affiliés à l'EI ciblaient principalement les forces de défense et de sécurité.

Armes utilisées/Prises d'otages. Les groupes terroristes ont majoritairement utilisé des armes légères et de petit calibre (ALPC) dans 538 des 699 attaques et des engins explosifs improvisés (EEI) ont été utilisés dans 105 des attaques. Nous dénombrons un total de 51 cas de prises d'otages, dans lesquelles 541 personnes ont été kidnappées. 168 captifs ont été libérés au cours de cette période.

Pertes infligées par des groupes terroristes.

Les **ADF/ISCAP** ont tué le plus grand nombre de

personnes. Les 34 attaques du groupe ont tué 480 personnes (474 civils et 6 membres des forces de Défense et de Sécurité); **L'EIGS** a mené 24 attaques et tué 416 personnes (359 civils et 57 forces de défense et de sécurité); **Le JNIM** a mené 39 attaques et tué 372 personnes (232 civils et 140 forces de défense et de sécurité); **L'ISWAP** a mené 50 attaques et tué 328 personnes (189 civils et 139 forces de défense et de sécurité); **Al-Shabaab** est apparu comme le groupe avec le plus grand nombre d'attaques. Le groupe a mené 64 attaques qui ont tué 315 personnes (177 civils et 138 forces de défense et de sécurité); **Boko Haram** a mené 38 attaques qui ont tué 197 personnes (177 civils et 20 forces de défense et de sécurité) ; Les 46 attaques **de l'ASWJ** ont tué 122 personnes (57 civils et 12 forces de défense et de sécurité); les **groupes affiliés à l'EI** ont mené 26 attaques et tué au total 107 personnes (34 civils et 73 forces de défense et de sécurité); et **Ansaroul Islam** a mené une attaque et tué quatre personnes (toutes des civils). **Les attaques de groupes inconnus/non** identifiés ont été de 378 et ont fait 2 136 morts (1 778 civils et 361 forces de défense et de sécurité).

Pertes subies par des groupes terroristes.

Al-Shabaab, GSIM, Boko Haram, EIGS, ISWAP et GNIM ont subi le plus grand nombre de pertes au cours de la période. Les forces de sécurité et de défense ont tué 594 combattants d'Al-Shabaab, 407 membres du GSIM et 378 membres terroristes de Boko Haram. EIGS ont perdu 232 de leurs membres, l'ISWAP a perdu 202 membres et 158 membres de l'ADF/ISCAP ont été tués. D'autres groupes comme les groupes affiliés à l'EI, ASWJ et Ansaroul Islam ont perdu respectivement 65, 42 et 39. 1 175 membres des groupes inconnus/non identifiés ont également été éliminés au cours de la période.

Focus sur les épices. Sur les 699 attaques terroristes, la région du Sahel a enregistré 179 attaques avec 1 909 morts, le bassin du lac Tchad a enregistré 153 attaques avec 1 229 morts, la région des Grands Lacs a subi 96 attaques et 1 013 morts et la région de la Corne de l'Afrique a enregistré 71 attaques qui ont entraîné 504 décès au cours de la période.

Attaques sanglantes.

- **Le 2 février, à Savo, Djugu, Ituri, en RDC.** Des hommes armés soupçonnés d'être des militants des ADF/ISCAP ont attaqué les villageois, tuant 58 civils et en blessant 36 autres.

- **Le 2 mai, à El Baraf, Middle Shabelle en Somalie.** Des militants armés d'Al Shabaab ont attaqué la base militaire de l'AMISOM/ATMIS. Au moins 33 personnes ont été tuées dont 30 militaires de nationalité burundaise. Les forces de sécurité lors d'attaques de représailles ont également tué une vingtaine de membres d'Al Shabaab.

- **Le 5 juin, à Owaluwa, Owodans l'état d'Ondo au Nigéria.** Des hommes armés ont attaqué l'église catholique St Francis Xavier pendant la messe. Au moins 50 personnes dont des femmes et des enfants ont été tuées. Le gouvernement fédéral a accusé ISWAP d'avoir mené l'attaque.

- **Le 11 juin à Seytenga, Séno au Burkina Faso.** Des individus armés ont attaqué la ville, près de la frontière avec le Niger les accusant de collaborer avec la sécurité. Au moins 100 civils ont été tués dans l'attaque qui aurait été menée par l'ISGS.

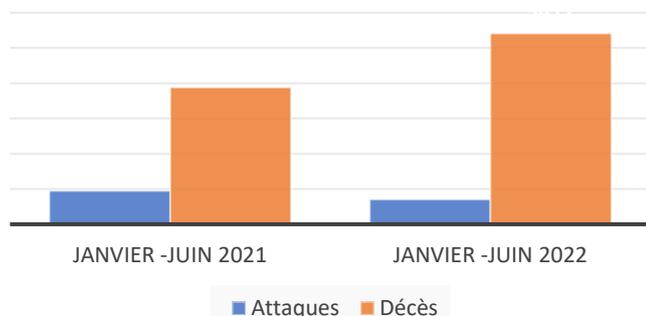
- **Le 18 juin à Diallassagou, Bankass, Mopti au Mali.** Des hommes armés à moto ont attaqué plusieurs villages de la région et tué plus de 132 civils. Le gouvernement a imputé l'attaque aux militants de la Katiba Macina affiliés au GSIM, bien que le groupe ait nié toute responsabilité.

Opération anti-terroriste. Les opérations de lutte contre le terrorisme ont abouti à la neutralisation de 2370 terroristes. Quatre Forces de défense et de sécurité ont perdu la vie au cours de ces opérations à travers le continent.

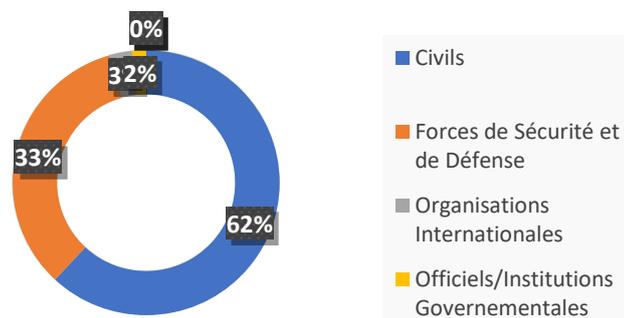
Conclusion/Recommandations.

Il y a eu une recrudescence des activités des groupes terroristes et d'extrémistes violents, entraînant des atrocités dévastatrices continues contre les civils, les forces de sécurité et de défense ainsi que les infrastructures critiques. Les groupes terroristes ont fait preuve de cohésion et de mobilité sur les zones d'opération qu'ils contrôlent. Malgré les multiples dispositifs de lutte contre le terrorisme, les groupes terroristes semblent maintenir leurs offensives sur les pays. Traduire la volonté politique par un financement sur le long terme et booster le moral des troupes pourrait aider à étouffer le terrorisme dans l'œuf. En plus du perfectionnement des opérations de contre-terrorisme sur le continent, les approches et mécanismes préventifs qui renforcent la résilience des communautés locales en s'attaquant à leurs vulnérabilités pourraient efficacement contribuer à priver les groupes terroristes et d'extrémistes violents de leur liberté de mouvements et d'occupation de territoire, réduisant ainsi les capacités et la cohésion des groupes à mener des attaques.

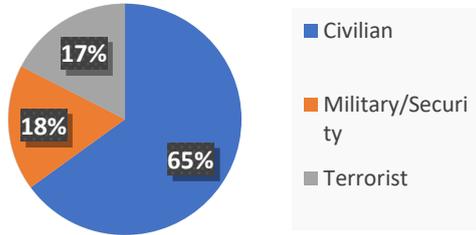
Comparaison des périodes de: Janvier - Juin 2021 à Janvier - Juin 2022



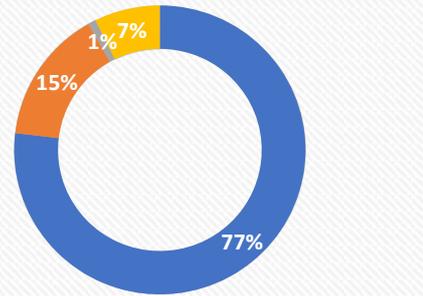
Cible des Attaques



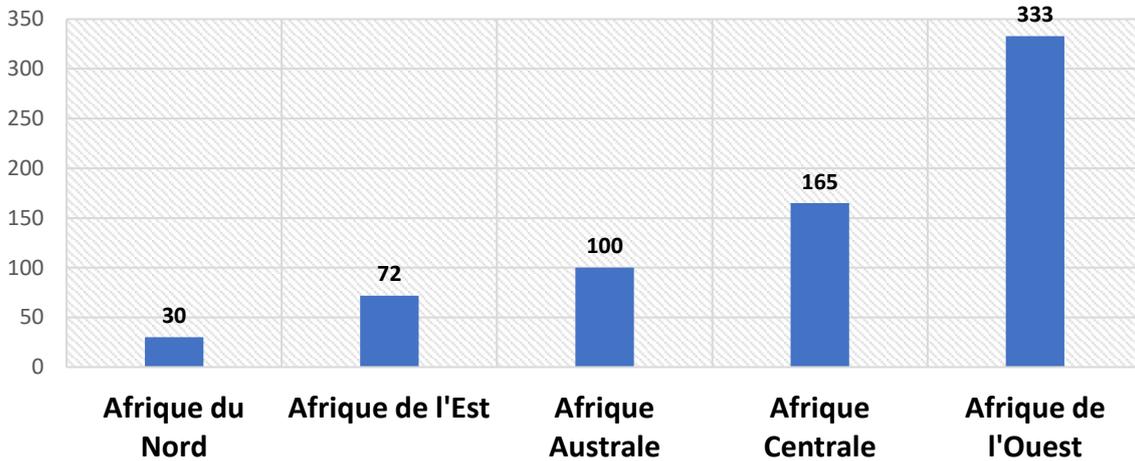
Décès par Catégories



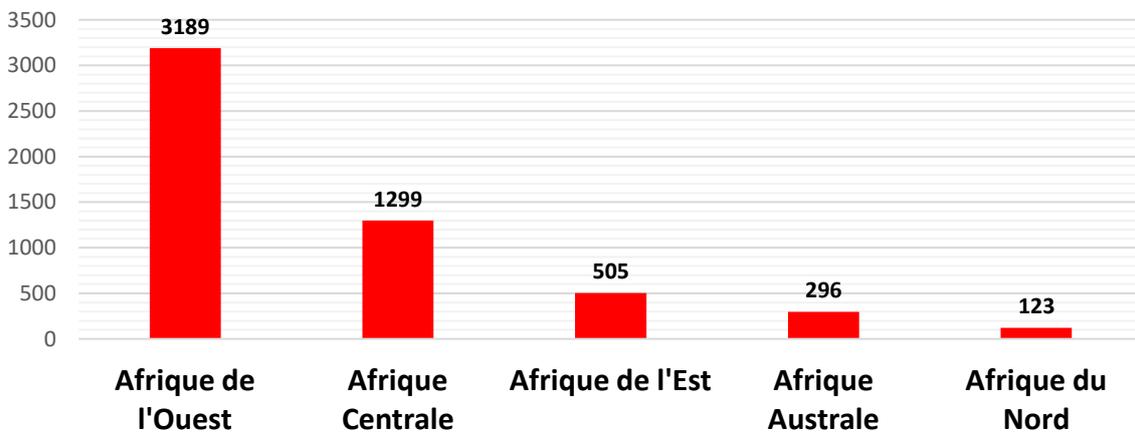
Types d'Attaques



Attaques par Régions



Décès par Région



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le continent a connu des activités ininterrompues de groupes terroristes et extrémistes violents, qui ont entraîné des atrocités dévastatrices et durables contre les civils, les agences de sécurité, des camps militaires et les infrastructures critiques. Du Bassin du Lac Tchad (LCB) à la région du Sahel, de l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique aux Grands Lacs, et de l'Afrique du Nord et du Maghreb à l'Afrique australe, les groupes terroristes et extrémistes violents ont accru la complexité et la sophistication de leurs attaques. Les groupes ont fait preuve de cohésion et de dextérité et aussi d'une grande ardeur le long de leurs couloirs de mobilité et dans les territoires respectifs qu'ils contrôlent. Malgré les nombreux efforts déployés par les autorités étatiques concernées, les structures terroristes semblent résilientes. Par conséquent, les groupes terroristes continuent leur expansion géographique au-delà des zones initialement exploitées.

Durant le 1^{er} semestre 2022, il a été enregistré 699 attaques terroristes qui ont fait 5412 morts en Afrique. Malgré la détermination des groupes terroristes, les opérations de lutte contre le terrorisme ont obtenu de nombreux succès opérationnels dans toute l'Afrique. Les approches et les mécanismes préventifs à renforcer la résilience des communautés locales en s'attaquant à leurs vulnérabilités pourraient contribuer grandement à priver les groupes terroristes et extrémistes violents de leur liberté d'espace et de mouvement, aboutissant ainsi à dégrader leurs capacités et leur cohésion.

Au cours de la période considérée, la **Ceinture sahélienne de l'Afrique de l'Ouest** est devenue un point saillant d'attaques complexes et sophistiquées. Cela peut être attribué à l'instabilité politique au Mali et au Burkina Faso, à la diminution des offensives militaires contre l'hégémonie du JNIM et de l'EIGS à la suite du retrait et du redéploiement des forces Barkhane

et Takuba, aux effets en cascade de la pandémie de COVID-19, à l'impact des conflits russo-ukrainiens et aux sanctions imposées par la CEDEAO au Mali qui ont aggravé la détérioration des situations de crise sécuritaire et humanitaire, et a rendu la population plus vulnérable à la campagne de recrutement des terroristes. On ne saurait trop insister sur l'impact de l'instabilité politique au Sahel sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Compte tenu de la situation sécuritaire déjà instable, on craint que des groupes terroristes et extrémistes violents n'exploitent la scène politique chaotique pour consolider davantage leurs positions et étendre leurs activités aux pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et au-delà. L'impact des crises politiques sur l'establishment militaire, associé à l'escalade de la situation de l'extrémisme violent, peut donner aux groupes extrémistes et terroristes violents l'occasion de consolider davantage leur autorité et leur influence dans les zones qu'ils contrôlent et même de s'étendre à de nouvelles zones géographiques, en particulier les États riverains. La Force conjointe du G5 Sahel et ses États membres ont déployé des efforts qui ont réduit dans une certaine mesure la capacité de combat des groupes terroristes opérant dans la région du Sahel. Toutefois, l'intensification des efforts de mobilisation de ressources supplémentaires pour la force conjointe, en particulier l'appui financier et technique, ainsi que l'appui au développement économique visant à faire face à la situation humanitaire désastreuse dans les pays du Sahel, pourrait contribuer grandement à assurer la paix, la stabilité et le développement dans la région. En outre, les mesures internationales et régionales prises pour lutter contre l'instabilité politique au Sahel doivent être soigneusement élaborées et mises en œuvre afin de ne pas causer indûment plus de souffrances et de misère à une population déjà appauvrie et de la pousser ainsi entre les mains de groupes terroristes et

extrémistes violents. Bien que le retour à un régime démocratique soit important, les réponses internationales doivent être exercées avec détermination, prudence et discrétion. La situation exige de la souplesse, du pragmatisme et une diplomatie habile afin de ne pas exacerber la situation sécuritaire déjà précaire. Au cours de cette période il a également été observé une expansion de la menace terroriste de la région du Sahel vers les pays du Golfe de Guinée, en particulier le Bénin et le Togo. Les groupes terroristes semblent exécuter une grande stratégie d'expansion de leur portée géographique, dans le but de contrôler les territoires nationaux pour gérer des activités illégales afin de soutenir leurs actions violentes. Sans préjudice de la grande stratégie affichée par les groupes terroristes, des défis socio-économiques multidimensionnels dominants tels que les griefs des communautés locales spécifiques au contexte, le manque de développement et l'absence de services de base dans les communautés frontalières, l'impact du changement climatique, la trajectoire du continuum du déficit de gouvernance, les conflits éleveurs-agriculteurs, la propriété et l'accès à la terre, certaines initiatives politiques gouvernementales, et les crises humanitaires aggravées par la pandémie de COVID-19 sont des facteurs de vulnérabilité dans les États côtiers qui pourraient servir de catalyseurs pour favoriser une nouvelle expansion de l'extrémisme violent et du terrorisme. Les groupes extrémistes violents dans les pays limitrophes voisins semblent exploiter ces facteurs de vulnérabilité et les griefs exprimés par les communautés locales pour gagner en influence dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest. Au Bénin, par exemple, la décision de confier la gestion du complexe W-Arly Pendjari Park à African Parks, une organisation de conservation sud-africaine à but non lucratif, semble générer des griefs locaux. La nouvelle gestion du parc a exclu certains acteurs locaux très importants, en particulier les chasseurs et les éleveurs, créant ainsi une animosité locale. Cela semble être l'un des facteurs facilitant des

attaques terroristes dans et autour du parc au Bénin. Compte tenu du niveau de risque accru, les États riverains devraient d'avantages améliorer leur capacité à répondre efficacement aux conséquences de l'insécurité au Sahel et aux crises humanitaires qui en découlent sur la base d'une analyse régulière des risques pour la sécurité. La nécessité de trouver des approches novatrices pour établir un nouveau contrat social en répondant aux préoccupations des communautés locales pourrait servir de mesure préventive face à l'évolution des menaces de l'extrémisme violent.

Dans les circonstances actuelles, l'opérationnalisation complète et la mise en œuvre de l'Initiative d'Accra pourraient s'avérer stratégiquement, opérationnellement et tactiquement pertinentes pour étouffer les menaces dans l'œuf. En outre, les politiques et mécanismes de PEV qui créent une atmosphère économique propice et un sentiment d'appartenance, en particulier pour les jeunes, afin d'être productifs et de contribuer au développement socioéconomique de leurs communautés et de leurs pays pourraient contribuer à améliorer les facteurs de vulnérabilité.

La résurgence de l'EI dans **la péninsule du Sinaï** observée au cours de la période considérée appelle à un besoin urgent d'interroger la récente escalade de l'activité de l'EI pour comprendre ce qui enhardit l'ardeur et la résilience du groupe. Le gouvernement égyptien a fortement investi dans la péninsule du Sinaï dans le but du retour des populations dans leurs communautés. Cette campagne d'investissement vise également à rassurer les communautés l'engagement et la capacité du gouvernement à les protéger contre les atrocités des insurgés. En effet, pendant longtemps, l'armée égyptienne a affaibli les capacités et l'ardeur des éléments terroristes dans le Sinaï. La récente recrudescence des attaques terroristes, si elle n'est pas inversée, pourrait anéantir les efforts du gouvernement

et ruiner les initiatives de développement économique local.

La **province de Cabo Delgado**, dans le nord du Mozambique, a également connu la propagation du terrorisme dans d'autres zones qui n'avaient pas été touchées auparavant. Les insurgés ont avancé dans les districts sud de la province de Cabo Delgado, lançant des attaques sporadiques dans les districts d'Ancuabe et de Chiure dans les provinces de Cabo Delgado et de Nampula - toutes des zones auparavant épargnées par l'insurrection vieille de près de cinq ans. Les déploiements militaires étrangers croissants au Mozambique semblent avoir préséance sur les approches non violentes qui pourraient s'attaquer aux causes profondes sous-jacentes de la violence à Cabo Delgado. Malgré la série de succès opérationnels de lutte contre le terrorisme des forces de sécurité mozambicaines et des forces internationales, les structures insurgées semblent résilientes. La trajectoire de cette situation, si elle se poursuit sans inhibition, pourrait au fil du temps, se transformer en insurrections enracinées et serait extrêmement difficile à déloger. Les approches militaristes cinétiques, si elles sont combinées à des initiatives locales de prévention

de l'extrémisme violent basées sur la communauté, pourraient aider à vaincre le terrorisme au Mozambique. S'il est nécessaire d'en faire davantage pour soutenir les opérations de lutte contre le terrorisme supportés par des renseignements exploitables afin d'améliorer la sécurité et la stabilité, une approche d'intervention en matière de sécurité humaine devrait éclairer les concepts militaires d'opération. Assurer la stabilité future exigera bien plus qu'une approche purement militaire. Il ne suffira pas de mettre l'accent sur les stratégies militaristes cinétiques pour lutter contre l'extrémisme violent et vaincre le terrorisme au Mozambique si elles ne sont pas menées en tandem avec la lutte contre les causes profondes, telles que la marginalisation perçue, la pauvreté et l'exclusion sociale, l'injustice, l'absence d'état de droit et les questions relatives aux déficits de gouvernance. Une approche pan sociétale qui implique, entre autres, des chefs traditionnels, des dirigeants communautaires et des groupes de jeunes est une approche estimable pour éviter la violence et assurer une vie pacifique et une résilience harmonieuse dans les communautés locales.



ACSRT/CAERT

African Centre for the Study and Research on Terrorism

Centre Africain d'Études et de Recherche sur le Terrorisme

A propos du CAERT:

Le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (ACSRT) a été créé en 2004 en tant que structure de l'Union africaine, conformément au Protocole de la Convention de l'OUA sur la Prévention et la lutte Antiterroriste. Son rôle principal est d'aider les États membres de l'UA à renforcer leurs capacités de lutte contre le terrorisme. Son mandat comprend la conduite de recherches, d'analyses et d'études sur l'état du terrorisme et des groupes terroristes opérant en Afrique, la mise en place d'une base de données sur le terrorisme, la collecte et la mise à disposition des informations sur le terrorisme aux États membres de l'UA.

Le Centre mène des missions d'évaluation dans divers États membres de l'UA afin de s'assurer de leur capacité de lutte contre le terrorisme et de la conformité des instruments juridiques internationaux, puis de prodiguer des conseils à cet effet. Dans son effort de renforcement des capacités, le Centre organise des séminaires, des ateliers et des sessions de formation sur divers aspects de la lutte contre le terrorisme pour les États membres et facilite la rédaction de leur législation, stratégies et plans d'action antiterroristes conformément aux exigences internationales en matière de Droits de l'Homme.

CAERT, 1 Rue Chahid Boukhzara Abdellah, BP 141 El-Mohammadia, Alger, Algérie.

Tel: +213 23 820 946; Fax: +213 23 820 947;

Email : acsrt-sitroom@acsrt.org



@AU_ACSRT

www.caert-ua.org



@AUACSRT